

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

FÉVRIER 2020

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE

FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)



GLYPHOSATE : LE GOUVERNEMENT DOIT ENTENDRE LES VILLES !

Alors que la justice a donné raison à la Ville de Gennevilliers pour avoir pris un arrêté interdisant l'utilisation de tout produit à base de glyphosate sur son territoire, l'État décide de maintenir sa demande d'annulation en faisant appel. Le Tribunal administratif a pourtant validé le bien-fondé de l'arrêté pris pour empêcher que les habitants soient exposés à ce danger grave. Cette décision de l'État qui fait appel est d'autant plus incompréhensible qu'elle intervient après l'annonce par l'ANSES du retrait de 36 produits phytosanitaires à base de glyphosate, d'ici

fin 2020, et de quelques très timides avancées gouvernementales. Ce choix conforte la Ville dans son interdiction de l'utilisation de ces produits sur le territoire communal. Pour l'heure, la Municipalité de Gennevilliers reste mobilisée et son arrêté anti-glyphosate continue donc de s'appliquer dans un souci de respect de l'environnement et de la protection de la santé des habitants. Dans le même temps, le Collectif des maires anti-pesticides de France vient de se constituer en association pour renforcer l'engagement conjoint de maires et de citoyens pour que l'État adopte, dans les meilleurs délais, les dispositions qui prennent réellement les moyens nécessaires pour interdire ces substances dangereuses tout en accompagnant les agriculteurs dans la transition vers d'autres modes de cultures. Membre fondateur de cette association, Gennevilliers s'engage à préserver son environnement et à protéger la santé de ses habitants en se substituant à la carence de l'État.

GROUPE SOCIALISTE



REFERENDUM SUR LA PRIVATISATION D'AÉROPORT DE PARIS : LA BARRE DU MILLION DE SIGNATURES DÉPASSÉE, ET MAINTENANT ?

Pour être validée, la proposition de loi référendaire doit en principe être approuvée par un dixième des électeurs inscrits, soit 4 717 396 personnes d'ici à la mi-mars. Mais de quoi parle-t-on et d'abord c'est quoi ADP ? Aéroport de Paris (ADP), est le premier exploitant mondial d'aéroports, 120 millions de visiteurs à l'horizon 2022 en France, le cours de son action a crû de 160% en cinq ans, 175 millions de dividendes par an pour l'État. Que veut faire le gouvernement ? Un montage financier plus absurde que celui des autoroutes par la

droite en 2006 : l'État indemniser les actionnaires minoritaires en début de concession pour plusieurs centaines de millions d'euros et devra racheter les actifs d'ADP en fin de concession pour plusieurs milliards ! Bref la concession envisagée pour 70 ans sera en vérité perpétuelle, sous peine d'une opération financière catastrophique pour les contribuables. La privatisation des autoroutes c'est des milliards perdus, des augmentations tarifaires et du sous-investissement, comme la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac - une véritable catastrophe de l'avis même de la Cour des Comptes. Les enjeux sont considérables. A ceux de sécurité et de souveraineté, s'ajoutent des enjeux régionaux tels que la maîtrise du foncier, l'emploi ou l'environnement. Voilà pourquoi, il faut renoncer à la privatisation des Aéroports de Paris et signer la demande de referendum. <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1> Pour nous contacter : groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr - 01 40 85 63 56.

GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE



PRÉVISION ET LIBERTÉ

La « modernité » est entrée en crise avec l'impossible, à Auschwitz et Hiroshima. Ni les Lumières, ni les idées « totalisantes » (philosophiques comme religieuses) n'ont définitivement extrait l'Humanité de la barbarie, pas plus que solutionné la vulnérabilité de la nature. La complexité du monde réside ainsi entre, d'une part une géopolitique qui est une poudre, des populistes qui exacerbent les peurs et les égoïsmes, une avidité sans limite des catégories sociales supérieures, et d'autre part une énorme force d'inertie du dérèglement climatique et une exploitation des ressources qui dépasse le renouvellement naturel. L'impériosité de traiter simultanément et en cohérence ces deux

polarités de l'Histoire a fait de nous la première génération condamnée à la nécessité de prévoir et de construire une véritable voie de la liberté, comme représentante de l'objectif de justice en démocratie. Aussi, prétendre que l'écologie est trans-courant est un mensonge. L'écologie n'est pas une collection de réponses pratiques qui seraient adaptables à tous les programmes, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Elle est une orientation politique qui réinterroge nécessairement l'ensemble des fondements et des hiérarchies de valeurs qui nous ont portés là où nous sommes aujourd'hui. Ce qui n'est adaptable à aucun courant politique qui a construit notre histoire contemporaine, c'est que l'amélioration de la qualité de la vie, l'épanouissement individuel et la réduction des inégalités ne dépendent pas de la croissance, dont la finitude en fait une répartition à somme nulle. Ce principe étant posé, il reste à fonder une éthique vers la liberté. La responsabilité, l'autonomie, et la solidarité qui trouveraient dans une démocratie participative un terrain d'expression sont les pistes que les écologistes proposent à la réflexion citoyenne



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

LA FRANCE : ÉLÈVE MÉDIOCRE

Le 3 décembre dernier, le classement PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) suivant les tests réalisés en 2018 est paru. Les 600 000 étudiants, de systèmes scolaires très différents, ont été évalués dans trois domaines : compréhension de l'écrit, culture mathématique et culture scientifique. En haut du tableau : des États asiatiques dont la Chine en tête. La France est classée 23 sur 79 pays (6 000 élèves français y participaient). Mais ce rang cache des résultats très moyens et ne traduit pas les importants dysfonctionnements recensés : le niveau des meilleurs élèves a tendance à augmenter quand celui des plus faibles baisse notablement, des problèmes de discipline en hausse qui perturbent l'apprentissage,

la pénurie de matériel éducatif et la dégradation des locaux scolaires, la hausse du harcèlement scolaire, la multiplication des jeunes décrocheurs... Ainsi, l'école républicaine demeure reproductrice des inégalités sociales : le milieu social, économique, culturel et scolaire d'origine influent toujours fortement le potentiel d'apprentissage d'un enfant. Certains diront que la France est dans la moyenne... eh bien c'est une élève médiocre qui peut et qui doit mieux faire pour instruire notre jeunesse. L'école doit permettre la promotion sociale et l'évolution des consciences, indispensables à la construction d'une société civilisée et humaine. On n'apprend pas tout à l'école, mais c'est un lieu essentiel de socialisation ! Aussi, chaque élève doit pouvoir y trouver le soutien et la base des enseignements qui lui permettront d'être un citoyen raisonnable, heureux et épanoui, et non pas un docile consommateur dénué de réflexion. Notre groupe soutient une politique éducative bienveillante, innovante et permettant à chaque élève d'avoir non seulement confiance en lui et en ses capacités, mais également de réussir professionnellement.



LA FRANCE INSOUmise - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

LE PEUPLE DÉFEND SES DROITS

Les enseignant-e-s luttent depuis plus de 40 jours contre la « réforme » Macron des retraites, aux côtés des cheminots, salariés de la RATP, hospitaliers, postiers, artistes, avocats... Un mouvement puissant malgré les violences policières et la complicité des médias ! Non pas pour défendre des « privilèges » mais contre cette réforme régressive qui aura comme conséquence la baisse des pensions de tous et la privatisation du

système de retraite. Les Français, toutes générations confondues, l'ont bien compris ! Chaque argument avancé par le gouvernement n'est qu'un leurre pour nous tromper et nous opposer les uns aux autres, de l'enfumage pour nous faire avaler ce nouveau recul social. Les Genevillois sont appelés depuis le 5 décembre à soutenir et à rejoindre ce mouvement en développant partout les actions pour faire reculer le gouvernement et sauvegarder un système par répartition et donc par solidarité. Les actions et rencontres interprofessionnelles ont forgé une culture et une pratique communes avec le sentiment de la dignité retrouvée et l'affirmation du droit d'exister et de vivre. Nous luttons pour tous !



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

LA RECETTE DE LA JOIE DE VIVRE

Alors que la forêt australienne est dévorée par les flammes, que l'Amazonie continue à rapetisser, que nos autorités locales mettent en exergue l'écologie, fermant les yeux sur un bétonnage à outrance qu'ils ont encouragé, nos concitoyens souffrent souvent d'une énorme frustration : se sentir impuissants à changer le monde. Pourtant, il faut parfois savoir se contenter de bonnes résolutions très simples pour conserver une saine insertion dans une société en quête de

nouveaux équilibres. En premier lieu, il convient de se réjouir du travail merveilleux qu'accomplit la nature. Les arbres, si maltraités par la pollution, s'obstinent à nous offrir les réconfortantes couleurs de leurs fleurs... Le printemps pointe le bout de son nez. Sachons, au-delà de toute idéologie, nous réjouir du bonheur des autres, sans jamais céder à la jalousie : « *Ma raison de vivre, c'est qu'à la fin de chaque journée, j'ai l'impression d'avoir appris quelque chose de nouveau.* » L'appétit de la connaissance, c'est la propension à se remettre en question, dans un monde où il est si facile de se recroqueviller dans de fausses certitudes et un dogmatisme ravageur. Voilà donc un ingrédient supplémentaire de la recette... de la joie de vivre.

CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

CONTRIBUTION NON PARVENUE